

La lettre d'AFRISTAT

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 16

AVRIL 2001

EDITORIAL

SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	1
<i>Métadonnées : qualité des données et comparaisons internationales</i>	2
<i>Nouvelles d'AFRISTAT</i>	4
<i>Activités de la Direction générale</i>	5
<i>Activités internationales</i>	6
<i>Echos des INS</i>	7
<i>Réunions, ateliers et séminaires</i>	8

Le 1er avril 2001 est entré en vigueur le contrat entre la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et AFRISTAT, contrat relatif à la mise en œuvre des volets : "comptabilité nationale", "secteur informel" et "prix" du Programme régional d'appui statistique (PARSTAT) financé par l'Union européenne. Qu'il me soit permis de féliciter la Commission de l'UEMOA pour cette issue heureuse et de remercier encore une fois l'Union européenne pour sa contribution éminente au développement de la statistique africaine.

Après trois ans et demi de retard dû à de nombreuses difficultés, notamment d'ordres juridique et administratif, les travaux lourds du PARSTAT vont enfin démarrer. En effet, de 1998 à 2000, plusieurs activités ponctuelles ont été réalisées dans le cadre de devis-programmes : soutien à l'élaboration et à la publication de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), appui institutionnel aux instituts nationaux de statistique, étude sur les "PIB plus comparables", contribution à l'élaboration d'un socle méthodologique commun pour les travaux de comptabilité nationale et d'un manuel de concepts harmonisés sur l'emploi et le secteur informel.

Au cours des vingt-et-un prochains mois, les travaux suivants devront être réalisés :

- implantation du module ERETES d'aide à l'élaboration des comptes nationaux dans cinq Etats membres de l'UEMOA, deux Etats utilisant déjà le module ;
- amélioration des travaux sur les "PIB plus comparables" nécessaires à la mise en œuvre des nouveaux critères de convergence par un rapprochement des méthodes d'élaboration des comptes ;
- enquêtes sur le secteur informel en milieu urbain dans la perspective de la mise en place de dispositifs permanents de suivi de l'emploi et des activités informelles ;
- extension à la Guinée-Bissau de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

Pour mener à bien ces activités, il faut une organisation rigoureuse et un engagement sans faille des parties prenantes, notamment de la Direction générale d'AFRISTAT et des INS.

Outre cette bonne nouvelle qui inaugure le deuxième trimestre 2001, celui-ci sera marqué par le séminaire de lancement de l'étude "AFRISTAT après 2005" qui aura lieu à Bamako du 7 au 9 mai. Ce séminaire constitue la première phase d'une étude qui devra déboucher au deuxième trimestre 2003 sur l'adoption, par le Conseil des Ministres, du futur cadre institutionnel qui définira le rôle, les activités, les modes d'organisation, de fonctionnement et de financement de l'Observatoire pour la décennie 2006 - 2015. Il s'agira, au cours de ce séminaire, de mesurer le chemin parcouru depuis 1996, d'analyser les difficultés rencontrées et d'identifier les défis auxquels devront faire face les systèmes statistiques nationaux des Etats membres au cours des prochaines années.

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 21 55 00
21 60 73
Fax (223) 21 11 40
E-mail
Afristat@afriostat.org

Site Internet
www.afriostat.org

Le Directeur Général d'AFRISTAT
Lamine DIOP

Métadonnées : qualité des données et comparaisons internationales

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Direction générale d'AFRISTAT ont organisé à partir du 27 mars à Bamako un séminaire de deux semaines sur le Système général de diffusion des données (SGDD) pour les pays de l'UEMOA.

Le SGDD cible les données considérées comme les plus importantes pour l'évaluation de la politique en vigueur dans les quatre secteurs de l'économie : secteur réel, finances publiques, secteur financier et échanges extérieurs, ainsi que les indicateurs socio-démographiques. Plus de détails et les conclusions principales du séminaire seront disponibles dans le prochain numéro de la lettre d'AFRISTAT.

L'objectif du SGDD est d'aider les pays qui y adhèrent à inscrire le développement de leur système statistique global dans le cadre général des besoins des décideurs et utilisateurs nationaux et internationaux.

Pour atteindre le but recherché, le SGDD définit des objectifs de production et de diffusion des données. Les pays qui adhèrent au SGDD s'engagent en particulier à collecter, maintenir à jour et diffuser régulièrement les "métadonnées", i.e. une description détaillée des indicateurs économiques et sociaux. L'objet de cet article est de montrer que les métadonnées, présentées de façon appropriée, permettent d'améliorer la comparabilité des données entre pays et facilitent le développement de standards internationaux. Les métadonnées, d'autre part, fournissent une information essentielle pour une interprétation correcte et pour une évaluation de la qualité des données.

Que sont les métadonnées ?

Dans le contexte de cet article, les métadonnées correspondent à l'ensemble des informations méthodologiques décrivant l'information statistique. On qualifie souvent les métadonnées de "données sur les données". Pour les indicateurs économiques et sociaux, les métadonnées incluent par exemple des informations sur la source, la couverture des données, les méthodologies utilisées, les définitions et standards utilisés ainsi que les projets de développement à court et moyen termes. Les métadonnées incluent également des informations sur les délais de diffusion des données, les notes de bas de pages, des indications de rupture de série, etc.

Les métadonnées sont essentielles à l'utilisateur final des données pour une interprétation correcte. Sans des métadonnées appropriées, il est difficile de comprendre pleinement un tableau de données.

Qualité des données et meilleures pratiques

Traditionnellement, les méthodes utilisées dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique, sont différentes de celles adoptées dans les pays développés. Il est donc important, pour un pays en développement et connaissant une transformation de son système statistique de collecter et publier les méthodologies sous-jacentes aux indicateurs économiques et sociaux.

Généralement, ces pays fournissent peu d'informations méthodologiques. On pourrait croire que cela évite de se focaliser sur la faiblesse des données en terme de qualité et couverture du secteur informel notamment. En fait, le contraire est certainement vrai. En étant ouvertes par rapport aux forces et faiblesses des données existantes, les institutions responsables de l'élaboration des données donnent aux utilisateurs les informations permettant d'analyser correctement les données. Il est également probable qu'une meilleure compréhension des problèmes, notamment au niveau des ministères considérés, permettra d'apporter les solutions et changements nécessaires pour améliorer l'information.

La réalité est que généralement les pays adoptent des méthodologies dans l'élaboration des statistiques qui sont guidées par les besoins des utilisateurs nationaux et les spécificités des structures économiques du pays. Les métadonnées permettent à chaque institution et intervenant du système statistique de comparer les pratiques nationales et l'adhésion aux normes internationales. Cela peut aider et encourager les pays à adopter et mettre en œuvre les meilleures pratiques pour

l'élaboration des statistiques. Les meilleures pratiques se réfèrent aux principes de base et aux méthodes d'élaboration des données. Une meilleure harmonisation de l'approche adoptée par les pays permet d'améliorer la qualité générale et la comparabilité des données.

Dans le contexte d'une organisation internationale, publiant des données pour un ensemble de pays, présenter des données comparatives apparaît comme une valeur ajoutée. Les métadonnées sont alors un outil puissant qui permet de comparer les différences dans les méthodologies utilisées par les pays. Ces différences peuvent être observées à chaque étape du processus d'élaboration des données (couverture, définition, nomenclatures, etc.). Les métadonnées permettent à l'utilisateur de mieux évaluer l'importance des différences, et de savoir à quel point les données peuvent être comparées.

Collecte et diffusion optimale des métadonnées

La collecte et la mise en forme des informations méthodologiques dans les institutions nationales peuvent se révéler lourdes en termes de moyens et de temps. Souvent les informations doivent être recherchées auprès de différents services et sur des supports variés (publications papiers, support électronique, documents internes, connaissance d'expert, etc.). C'est pour cela que les principales organisations internationales dont le FMI et l'OCDE, qui collectent des métadonnées auprès des institutions nationales, ont adopté une procédure structurée. Ces organisations ont pour cela développé une liste standard de rubriques définies et suffisamment détaillées, que les institutions doivent alors remplir selon des critères précis. Les institutions nationales sont encouragées à adopter une structure similaire pour leurs propres besoins.

Une diffusion optimale des métadonnées ne signifie pas mettre à la disposition des utilisateurs toute l'information disponible en vrac. La diffusion de trop d'informations méthodologiques peut tout simplement induire l'utilisateur en erreur. Il est donc nécessaire que le statisticien détermine quelle information est importante, et quel sera son impact sur l'interprétation des données. Cette description peut varier selon le sujet (par exemple comptes nationaux, prix, commerce extérieur, etc.). Cela implique que le statisticien développe une bonne compréhension de l'utilisation des données par les décideurs et analystes.

Ces dernières années de nombreux efforts ont été faits pour améliorer la diffusion des données statistiques sur support électronique, incluant les CD-ROM, disquettes, Internet, etc. Par contre, peu d'efforts ont été faits pour la diffusion et la manipulation électronique des métadonnées. De façon idéale sur les supports électroniques, les métadonnées doivent pouvoir être accessibles directement à partir des données qu'elles décrivent. On parle alors de données et métadonnées intégrées.

Métadonnées pour des statistiques plus fiables

Les métadonnées fournissent un outil puissant permettant d'estimer la qualité des données et la comparabilité entre pays. Elles donnent également aux pays la possibilité d'apprendre les uns des autres et favorisent donc l'adoption des meilleures pratiques (méthodologies, normes internationales et nomenclatures) pour l'élaboration des statistiques. Les pays sont également encouragés à décrire leurs projets de développement à court et moyen termes, et à formuler leur demande d'assistance technique envers les principaux bailleurs de fonds.

Développer un système complet de métadonnées permet d'améliorer la qualité générale et la fiabilité des données, et de renforcer le système statistique général. Une meilleure compréhension des données par l'utilisateur final favorise sans aucun doute la prise de décision et la mise en œuvre de politiques optimales.

Nouvelles d'AFRISTAT

- La fête annuelle du personnel de la Direction générale d'AFRISTAT a eu lieu le 19 janvier 2001. Elle a connu une participation massive du personnel et des membres de leurs familles.
- Madame Michèle Hassine, économiste au Département des statistiques du Fonds monétaire international, a effectué une visite de travail à AFRISTAT du 6 au 9 février 2001. Cette visite avait pour objectif de parfaire la préparation du séminaire sur le Système général de diffusion des données, organisé du 27 mars au 10 avril 2001 à Bamako.

Activités de la Direction générale

Dans le domaine de la prévision et de la conjoncture

Dans le domaine de la prévision et de la conjoncture, AFRISTAT a organisé trois séminaires au cours des mois de février et mars 2001 grâce au financement du Ministère français des affaires étrangères.

Le premier s'est tenu du 5 au 9 février 2001 à Bamako et portait sur le suivi de la conjoncture et la prévision économique dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Il a vu la participation des délégués des dix pays d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT, des représentants de la Commission de l'UEMOA, ainsi que des assistants techniques français s'occupant de ces questions en poste en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Il était animé par des experts de l'Agence française de développement, de l'ENSEA d'Abidjan et d'AFRISTAT.

Ce séminaire a permis de confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les services nationaux, d'apprécier ce qui revenait aux spécificités nationales et ce qui dépendait de l'environnement international. A titre d'application, une évolution probable de l'économie de la sous-région au cours des prochains trimestres a été discutée. En outre, ce séminaire a été l'occasion de discuter d'un rapprochement des méthodes de suivi de la conjoncture et de prévision à court terme pour une plus grande convergence des analyses et un dialogue plus efficace.

Le deuxième séminaire a été organisé, du 6 au 9 mars 2001 à Libreville, sur le même thème pour les pays de la CEMAC. Y ont pris part les délégués des six pays de la CEMAC, les représentants de la BEAC et du Secrétariat Exécutif de la CEMAC ainsi que les assistants techniques français s'occupant de ces questions en poste en Centrafrique, au Gabon et en Guinée Equatoriale. Il a été animé par des experts de l'Agence française de développement et d'AFRISTAT.

Enfin, AFRISTAT a organisé du 19 au 23 mars 2001, à Bamako, un séminaire sur la modélisation pour la prévision économique à court terme. Les participants provenaient de seize Etats membres d'AFRISTAT, de la BCEAO, de la BEAC, de la Commission de l'UEMOA et du Secrétariat exécutif de la CEMAC. Y ont également pris part l'assistant technique français s'occupant de ces questions en poste en Côte-d'Ivoire et les enseignants de macroéconomie des écoles de statistique d'Abidjan, Dakar et Yaoundé. Il a été animé par des experts de la Banque mondiale, de l'ENSEA d'Abidjan et d'AFRISTAT.

Ce séminaire a permis de mettre en lumière les qualités que doit réunir un modèle de prévision à court terme adapté aux conditions concrètes des économies et du développement statistique en Afrique subsaharienne. Au terme du séminaire, les grandes lignes d'une stratégie commune de développement des modèles économiques dans la sous-région ont été tracées.

Dans le domaine des statistiques d'entreprises

Un questionnaire a été mis au point et envoyé aux INS des Etats membres d'AFRISTAT pour faire l'état des lieux des différents travaux relatifs aux entreprises au sein de ces INS.

Dans le domaine des statistiques des prix à la consommation

L'expert en statistiques des prix a effectué, dans chacun des INS des Etats membres de la CEMAC, pendant les mois de janvier et février 2001, une mission d'assistance technique pour la détermination des prix de base du nouvel indice. Les travaux ont porté sur l'apurement des données, le calcul des prix de base et l'actualisation du panier.

Les prix de base 2000 des indices harmonisés sont disponibles pour sept des neuf villes retenues. Ils seront disponibles pour les deux dernières villes au début du deuxième trimestre. La collecte des prix, selon la méthodologie harmonisée, se poursuit avec un financement partiel du Ministère français des affaires étrangères en 2001 et 2002 jusqu'à la mise en place définitive des indices harmonisés.

Dans le domaine des statistiques agricoles

AFRISTAT a organisé en collaboration avec la FAO, du 12 au 16 mars 2001 à Bamako, un atelier sous-régional sur les statistiques de l'élevage. L'atelier a connu la participation de 12 pays africains (Angola, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) et des organisations sous-régionales notamment l'UEMOA, la CEBV (Communauté Economique du Bétail et de la Viande), le CILSS (AGRHYMET), la CEBEVIRHA (Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques) et ILRI (International Livestock Research Institute). L'objectif de l'atelier était d'une part d'échanger les expériences entre spécialistes des statistiques de l'élevage de la sous-région et de favoriser la collaboration entre les organisations internationales et sous-régionales, et d'autre part de réfléchir sur un programme d'amélioration des statistiques de l'élevage et de renforcement des capacités de production statistique et d'analyse des services nationaux.

Les travaux ont porté sur les normes, concepts et méthodologies recommandés par la FAO pour l'élaboration des statistiques de l'élevage. L'atelier a passé également en revue les pratiques nationales en matière d'élaboration des statistiques de l'élevage. Un accent particulier a été mis sur les méthodologies de collecte des données sur les effectifs du cheptel transhumant et nomade et sur le suivi de paramètres zootechniques.

L'atelier a recommandé d'une part la création d'un réseau africain des statisticiens de l'élevage (RASE) pour promouvoir la diffusion de l'information et les échanges de méthodologies, et d'autre part l'élaboration par AFRISTAT (avant fin 2001) d'un plan d'action pour l'amélioration des statistiques de l'élevage pour ses Etats membres. Un comité a été désigné pour suivre la mise en œuvre des recommandations de l'atelier.

Après le séminaire de Bamako, une rencontre similaire a été organisée pour les pays africains subsahariens d'expression anglaise, du 19 au 26 mars 2001 à Accra (Ghana) par la FAO. L'expert en statistiques agricoles y a présenté une communication sur les activités d'AFRISTAT et sur le renforcement des capacités des services de statistiques de l'élevage.

Dans le domaine des enquêtes auprès des ménages

AFRISTAT a organisé à Bamako, du 26 février au 1er mars 2001, en collaboration avec le réseau SITRASS (Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique Subsaharienne), un atelier sur les méthodologies d'enquêtes sur les ménages dans les villes africaines. Cet atelier a réuni des experts du SITRASS, deux cadres sénégalais ayant réalisé une enquête sur la mobilité et l'accès aux services urbains à Dakar et des experts d'AFRISTAT. Les participants ont échangé leurs expériences en matière d'enquêtes auprès des ménages, plus particulièrement dans le domaine des transports. A l'issue de cet atelier, le SITRASS rédigera un document méthodologique permettant d'étendre l'expérience de l'enquête sénégalaise aux autres capitales africaines.

Dans le domaine de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté

L'expert chargé de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté s'est rendu à Paris du 18 au 30 mars 2001 auprès de DIAL dans le cadre de la préparation des activités prévues au volet secteur informel du PARSTAT. L'objet de cette mission était de poser les bases de collaboration entre AFRISTAT et DIAL pour la réalisation des enquêtes prévues dans ce programme. Les discussions ont porté entre autres sur le calendrier des activités et sur une version préliminaire de la méthodologie à adopter pour ces enquêtes.

AFRISTAT a accueilli et assisté du 12 au 21 mars 2001 une équipe de trois cadres de la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun venue à Bamako pour finaliser les masques et les contrôles de la saisie des données de la deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages.

Dans le domaine des publications et de la diffusion

La publication "Evolution des prix dans les Etats membres d'AFRISTAT de 1970 à 1999" est disponible. Elle comprend, outre l'introduction, cinq parties : la première présente une comparaison de l'évolution des prix entre les Etats, la seconde l'évolution des prix par Etat, la troisième une comparaison des prix de quelques produits en 1998, la quatrième une comparaison des structures des dépenses des ménages et enfin les annexes présentent les données de base de chaque pays.

Par ailleurs, les travaux d'actualisation des données statistiques du site se sont poursuivis tout au long du premier trimestre par les contrôles des questionnaires préparés par AFRISTAT et remplis par les consultants des dix-sept Etats membres d'AFRISTAT. Plusieurs échanges ont été nécessaires afin de fiabiliser les données de ces questionnaires. Pour la plupart des pays, la version finale a été envoyée en mars 2001 aux INS pour validation. Les données vont être intégrées au site Internet d'AFRISTAT à partir du mois de mai 2001.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

• Cameroun

Dans le cadre de la deuxième enquête camerounaise auprès des ménages en cours de préparation et qui devrait servir de base pour l'élaboration du Document final de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), l'expert en emploi, secteur informel et pauvreté s'est rendu au Cameroun du 20 au 30 janvier 2001. Le but de la mission était de poser les bases d'un plan d'analyse de la pauvreté sur les aspects statiques et dynamiques (comparaison avec 1996) et de finaliser les travaux préparatoires de l'enquête (questionnaire, méthodologie de collecte, échantillonnage).

• Guinée Equatoriale

L'expert en statistiques des prix s'est rendu auprès de la Direction générale de la statistique et des comptes nationaux de la Guinée Equatoriale du 19 au 24 mars 2001 pour apporter une assistance technique à la production d'un indice provisoire des prix. Les travaux ont porté sur l'apurement des données, le calcul des indices et la préparation des publications des mois de janvier et février 2001.

• Mali

Du 14 au 16 février 2001, les experts en comptabilité nationale ont apporté un appui aux comptables nationaux maliens pour l'élaboration de la synthèse des comptes de l'année de base 1997. Ces travaux doivent être poursuivis.

• Mauritanie

Une mission d'implantation du module ERETES s'est rendue du 6 au 17 février 2001 à Nouakchott auprès de l'Office national de la statistique pour boucler les travaux de l'année de base avec la finalisation du Tableau des ressources et des emplois (TRE) et élaborer la synthèse des comptes des secteurs institutionnels avec la confection du Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI). La mission a fait également le point sur les sources disponibles pour les travaux de l'année courante.

• Tchad

A la demande de la Direction de la statistique, des études économiques et démographiques du Tchad, l'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué une mission à N'Djamena, du 23 au 30 janvier 2001 dans le cadre de la préparation de l'Enquête nationale sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT 2). Les travaux ont essentiellement porté sur les documents méthodologiques, le plan de sondage et la révision du calendrier.

Activités internationales

– Relations avec les organisations sous-régionales d'intégration économique

Avec la CEDEAO

M. Hubert Gbossa, expert en comptabilité nationale, a séjourné du 26 au 29 mars 2001 à Abuja (Nigeria) auprès du Secrétariat exécutif de la CEDEAO dans le cadre de la préparation de la mission que les experts d'AFRISTAT effectueront en mai et juin 2001 dans les Etats de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA pour faire l'état des travaux de comptabilité nationale et en matière de prix à la consommation.

Avec la CEMAC

Aux mois de janvier, février et mars 2001, le Secrétariat exécutif de la CEMAC a organisé, sur financement d'EUROSTAT, des missions circulaires dans les Etats membres de cette institution pour faire le point de la situation statistique dans la sous-région. Cette mission, qui s'est déroulée en deux phases, se situait dans le cadre des travaux préparatoires de mise en place du dispositif de surveillance multilatérale de la sous-région au Secrétariat exécutif de la CEMAC. AFRISTAT a pris part à ces missions aux côtés du Secrétariat exécutif de la CEMAC, de la BEAC et d'EUROSTAT. Il était représenté par M. Martin Balépa, Directeur Général Adjoint, M. Eric Métreau, expert en comptabilité nationale (première phase), et M. Hubert Gbossa, expert en comptabilité nationale (seconde phase).

Avec l'UEMOA

En marge de la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc qui s'est tenue le 9 mars 2001 à Ouagadougou, M. Métreau a eu des échanges avec la Commission de l'UEMOA sur les modalités de mise en œuvre des volets "comptabilité nationale", "secteur informel urbain" et "prix en Guinée-Bissau" du PARSTAT. Par ailleurs, le contrat de financement de ces volets, qui seront exécutés par AFRISTAT, a été signé en mars 2001. Les travaux démarreront incessamment.

– Missions de la Direction générale

- M. Lamine Diop, Directeur Général, a assisté les 8 et 9 janvier 2001 à Londres à une réunion tripartite avec l'INSEE et le Department For International Development (DFID) pour discuter d'une meilleure coordination de la coopération dans le domaine statistique en Afrique. Le Directeur Général s'est également entretenu à Paris avec M. Champsaur, Directeur Général de l'INSEE, et a rencontré des responsables du Ministère français des affaires étrangères pour discuter du financement par la France de certains séminaires organisés par AFRISTAT.
- M. Lamine Diop a pris part à la 32e session de la Commission de statistique des Nations unies du 6 au 8 mars 2001 à New York. En marge de la session, il a assisté à la réunion du Comité de pilotage intérimaire du Consortium PARIS21.
- La Banque mondiale a associé AFRISTAT, représenté par M. Martin Balépa, à la mission qu'elle a organisée, du 13 au 23 février 2001 à N'Djamena, sur la composante Base de données du projet GEEP (Gestion de l'économie tchadienne à l'ère pétrolière) et sur le lancement des activités de renforcement des capacités statistiques financées par un don que la Banque mondiale a accordé au Tchad. Dans le cadre de ce Fonds, la Banque mondiale, en accord avec le gouvernement du Tchad, a confié l'élaboration du programme pluriannuel statistique du Tchad 2002-2007 à AFRISTAT.
- M. Freeman Amegashie, expert statisticien informaticien a pris part du 13 au 17 janvier 2001 à Nouakchott (Mauritanie) à la réunion de concertation avec les partenaires au développement de la Mauritanie sur le Schéma directeur de la statistique.
- Sur financement de la Coopération française, M. Prosper Backiny-Yetna, expert chargé de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté, a séjourné à Antananarivo du 1er au 9 février 2001 où il a

participé au séminaire international sur le thème "La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, les politiques de réduction et leur mise en œuvre". Il y a présenté conjointement avec Mme Constance Torelli de DIAL une communication sur le thème "La pauvreté en Afrique de l'Ouest et à Madagascar : Perspective de comparaison". Il s'agissait de comparer, sous diverses facettes de la pauvreté (pauvreté monétaire, pauvreté en termes de condition de vie, malnutrition), Madagascar et les Etats membres de l'UEMOA.

- M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles, a participé du 15 au 16 février 2001 au siège du Centre technique de coopération agricole et rurale de l'Union européenne (CTA-UE) à Wageningen (Pays-Bas) à une réunion préparatoire d'un séminaire d'initiation à la biométrie que ce centre organise en avril à Bouaké (Côte d'Ivoire).

- Sur invitation de la Banque mondiale, MM. Freeman Amegashie et Pierre Beziz, experts statisticiens informaticiens, ont participé, du 26 février au 3 mars à Dakar, à l'installation de la base de données 2ème génération Live DataBase (2gLDB) à la Direction de la prévision et de la statistique et au Ministère de l'économie et des finances du Sénégal. La 2gLDB permet de centraliser des séries d'indicateurs socio-économiques et facilite la diffusion ultérieure des indicateurs. Il a été suggéré qu'AFRISTAT coordonne la mise en place de cette base dans les Etats membres de l'UEMOA.

- M. Eric Métreau s'est rendu à Ouagadougou pour participer à la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc, organisée le 9 mars 2001 au siège de la Commission de l'UEMOA. Cette réunion a permis d'examiner les résultats de la surveillance multilatérale en Zone UEMOA et en Zone CEMAC ainsi qu'une note relative à la définition d'un mécanisme d'alerte pour la prévention des arriérés de paiements intérieurs.

BENIN

- L'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) réalise actuellement une étude sur les échanges extérieurs du Bénin avec le Nigeria. Commanditée par la Direction nationale de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, cette étude vise à mieux appréhender le niveau des échanges extérieurs entre les deux pays dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements.
- L'INSAE élabore actuellement une synthèse analytique des études réalisées sur la pauvreté. Le rapport final est attendu dans la deuxième quinzaine du mois d'avril 2001.
- La parution d'un certain nombre de publications et de rapports est en cours. Il s'agit en particulier de : Document sur les grands traits du commerce extérieur du Bénin pour l'année 1999 ; Cahier des entreprises n° 21 du premier trimestre 2000 ; Note sur SATUNE (Système Automatisé d'Immatriculation Unique des Entreprises) du premier semestre 2000 portant sur les entreprises immatriculées à l'INSAE.
- Le Conseil national de la statistique (CNS), avec l'appui du gouvernement, démarre au cours du deuxième trimestre 2001 une campagne de diffusion des Nomenclatures d'activités (NAEMA) et de produits (NOPEMA) à travers des séminaires, ateliers de dissémination, interviews à la télévision et leur publication sur les sites Internet du CNS et de l'INSAE.
- Plusieurs opérations d'enquête seront lancées au cours des trois prochains mois dont la phase de collecte de l'Etude sur les activités féminines au Bénin, la deuxième Enquête démographique et de santé et la cartographie du troisième Recensement général de la population et de l'habitation.

BURKINA FASO

- Au début de l'année 2001, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) est devenu un établissement public à caractère administratif.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, l'INSD a procédé à l'identification, à la budgétisation et à la programmation des enquêtes test sur les nouvelles conditionnalités et pour le suivi de la pauvreté.
- Au titre du 4ème trimestre de l'année 2000, l'Institut vient de publier le Tableau de bord de l'économie, la Note de conjoncture et l'Indice de la production industrielle.

COTE D'IVOIRE

- Nous apprenons par M. Ibrahima Ba, Directeur Général, que depuis le début de l'année 2001, il a été mis en place une gestion par objectifs au sein de l'Institut national de la statistique (INS). A cet effet, un plan d'actions stratégique de six objectifs principaux et de 17 stratégies a été adopté par l'ensemble du personnel et fait l'objet d'un plan d'actions opérationnelles. Une réorganisation de l'INS s'est avérée nécessaire pour faire face aux nouveaux engagements.

En plus de la création d'un Secrétariat général chargé de l'ensemble de la coordination technique, de la programmation, de la gestion et de l'informatique, l'INS comporte cinq départements (Ressources humaines et affaires juridiques ; Coordination, coopération, ingénierie et diffusion ; Affaires financières ; Statistiques économiques ; Démographie et statistiques sociales). Ces départements sont rattachés au Secrétariat général et comportent chacun deux divisions. Des conseillers techniques et d'autres services sont rattachés directement au Directeur Général.

Enfin, trois comités consultatifs ont été créés pour garantir la qualité des produits de l'INS et assurer la transparence dans la gestion financière et la gestion des ressources humaines (validation des produits de l'INS, attribution des marchés, discipline).

Le premier défi de la nouvelle équipe (voir ci-dessous) consiste à achever, avant le 30 juin 2001, tous les grands chantiers en cours comme le Recensement général de la population de 1998 et le

Recensement des listes électorales 2000.

- Le Directeur Général a procédé récemment à de nouvelles nominations au sein de l'INS. On relève quelques anciennes figures de la statistique ivoirienne : M. N'Cho Sombo (Inspecteur Général) et M. Yattien Amiguet François (Conseiller Technique n°1). Les titulaires des départements techniques sont : M. Kacouchia Ble (Coordination, coopération, ingénierie et diffusion), M. Doffou N'Guessan Gabriel (Statistiques économiques) et M. Yapo Eugène (Démographie et statistiques sociales).

GABON

- Des nominations à la Direction générale de la statistique et des études économiques depuis janvier 2001 : M. Paul-Henri Nguema Meye est promu au poste de Directeur Général Adjoint. Les directeurs techniques sont : M. Symolin Ondo Meto'o (Etudes et coordination statistique), M. Jean Nestor Nguema (Statistiques générales), M. Jean Noël Biyogho Obame (Statistiques démographiques) ; M. Francis Tiwinot (Comptabilité nationale). Mmes Hélène Bengobsame et Annie Mbang Obiang ont été promues Conseillères du Directeur Général.

MAURITANIE

- L'Office national de la statistique a organisé une réunion en janvier dernier pour faire connaître le Schéma directeur de la statistique (SDS) aux partenaires au développement. Cette réunion constituait le point de départ des activités de mise en œuvre du SDS qui vient d'être adopté pour la période 2000-2005.
- Le Bureau central du recensement a démarré le 10 mars 2001 le recensement des nomades pour une durée d'un mois. L'Enquête de suivi des indicateurs de nutrition, qui a commencé en octobre 2000, a été clôturée en février 2001. Cette enquête vise à obtenir une situation de référence dans les zones d'intervention du Projet pilote de lutte contre la malnutrition financé par la Banque mondiale. Un second passage sera effectué dans deux ans pour évaluer l'impact de l'intervention dudit projet.

SENEGAL

- Le Sénégal a démarré l'élaboration du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). La Direction de la prévision et de la statistique (DPS) est fortement impliquée dans cette activité. A cette occasion, M. Mayacine Camara, ingénieur statisticien économiste, a été nommé en mars 2001, Coordonnateur du Secrétariat permanent pour l'élaboration du DSRP.
- La DPS a engagé la préparation de l'Enquête sur les ménages (ESAM II) prévue pour le deuxième trimestre 2001.
- La DPS vient de publier le Répertoire national des entreprises du Sénégal.

NECROLOGIE

La Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon est en deuil depuis la fin du mois de janvier 2001 à la suite du décès de M. Jean de Dieu Mombo, ingénieur démographe et ancien Directeur des statistiques démographiques. Nous présentons nos condoléances les plus attristées à la DGSEE et à la famille si durement éprouvée.

Réunions, ateliers et séminaires

Séminaire sur les techniques en analyse des données multidimensionnelles (CAFPD)

Bamako, 16- 21 avril 2001

Séminaire sur la surveillance multilatérale et l'harmonisation des statistiques (CEMAC)

Brazzaville, 17-20 avril 2001

Séminaire d'initiation à la biométrie pour les chercheurs de l'Afrique francophone (CTA)

Bouaké, 17-21 avril 2001

Réunion de l'Equipe spéciale du CASD et 10e session du CASD

Addis-Abeba, 22-26 avril 2001

Séminaire de lancement de l'étude "AFRISTAT après 2005"

Bamako, 7-9 mai 2001

3e réunion extraordinaire du Comité de direction d'AFRISTAT

Bamako, 10 mai 2001

Séminaire de validation méthodologique pour la réalisation d'une enquête sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA dans le cadre du PARSTAT

Bamako, 11-15 juin 2001.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande

Directeur de publication : Lamine DIOP
Rédacteur en chef : Martin BALEPA
Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739